

1907 novembre 1907

Circulaire du Gouverneur Général d'Algérie aux préfets

Monsieur le Préfet,

Aux termes de l'article 2 du décret du 27 septembre 1907, réglementant les conditions d'application en Algérie des lois sur la séparation des églises et de l'Etat, toutes les dépenses relatives à l'exercice du culte devront, à partir du 1^{er} janvier prochain, être supprimées des budgets des départements et des communes. Cette disposition est d'ordre général ; mais le décret lui-même a apporté ses dérogations à la règle qu'il édicte : c'est ainsi qu'il prévoit la concession de pensions ou d'allocations aux ministres du culte. Cette question fera l'objet d'instructions ultérieures, dès que le décret à intervenir sur les conditions dans lesquelles les pensions et les allocations pourront être accordées aura été rendu ; elle doit donc être provisoirement réservée. Le décret maintient également les dépenses relatives à des services d'aumôneries et destinées à assurer le libre exercice des cultes dans les établissements publics tels que les lycées, collèges, écoles, hospices, asiles et prisons. D'autres part, l'article 14, paragraphe 8, du règlement, dispose que les indemnités de logement incombant actuellement aux communes à défaut de presbytères, par application de l'article 136 de la loi du 5 avril 1884, resteront à leur charge pendant un délai de cinq ans dans les circonscriptions où des associations cultuelles se seront constituées dans l'année qui suit la publication du décret, mais qu'elles cesseront de plein droit même avant ce terme, soit en cas de dissolution de l'association, soit dans un délai de un an si aucune association ne s'est formée. Par conséquent, les communes de plein exercice, mixtes et indigènes continueront à pourvoir, comme par le passé, au moins jusqu'au 1^{er} octobre prochain et au maximum pour une durée de cinq ans, selon qu'il se constituera ou non une association cultuelle, aux indemnités de logement des ministres des trois cultes, catholique, protestant et israélite. Le règlement ne mentionne que les indemnités de logement, mais par analogie, il y a lieu d'étendre la même solution aux frais de location des presbytères, l'indemnité de logement pouvant être fournie soit en nature, soit en espèces.

Enfin, d'après l'article 18, paragraphe 6 les sommes allouées pour réparations aux monuments classés ne doivent pas être considérées comme des subventions au culte. Sous réserve de ces dépenses, tout autre inscription de crédit aux budgets communaux pour le service des cultes serait illégale. En procédant au règlement des budget communaux pour 1908, il vous appartient de rejeter du chapitre des dépenses toutes les sommes destinées au culte qui ne rentrent pas dans les catégories des dépenses réservées par le règlement et notamment les crédits inscrits soit pour indemnité de binage aux ministres du cultes catholiques, soit pour les indemnités de déplacement aux ministres du cultes protestants, soit pour location d'églises. Je rappellerai à ce sujet que, quelle que soit la situation financière, une commune ne saurait inscrire à son budget, à titre de dépense facultative, des dépenses contraires aux lois. Si des difficultés venaient à se produire au sujet de l'exécution de cette circulaire ou, d'une façon générale, à l'occasion de l'application du nouveau régime, vous voudrez bien m'en référer d'urgence et je me tiendrai à votre disposition pour vous donner toutes les instructions utiles. Je vous prie de vouloir bien notifier la présente circulaire aux maires des communes de plein exercice et aux administrateurs de votre département.

Vous pourrez bien également faire part de ces instructions à M. le directeur des contributions diverses de votre département, en le priant de vouloir bien les communiquer, de son côté, aux receveurs municipaux des communes intéressées.

Le Gouverneur Général d'Algérie

Charles Jonnart

Circulaire du Gouverneur général de l'Algérie

5 février 1908

Monsieur le Préfet,

En vertu du 2^{ème} paragraphe de l'article 15 du décret de 27 septembre 1907, les objets mobiliers et les immeubles par destination garnissant les édifices sus-visés sont classés provisoirement parmi les objets soumis à la protection de la loi du 30 mars 1887, et ce, pendant un délai de trois ans du 27 septembre 1907 au 26 septembre 1910. Ainsi les immeubles par destination rentrant dans la catégorie ci-dessus, ne pourront être détruits, même en partie, ni être l'objet d'un travail de restauration, de réparation, ou de modification quelconque, sans qu'il m'en ait été préalablement référé. Quant aux objets mobiliers, ceux qui appartiennent à l'Etat sont provisoirement inaliénables et imprescriptibles. Ceux qui appartiennent aux départements et aux communes, ne pourront être restaurés ni aliénés par vente, don ou échange qu'avec mon autorisation. Les infractions à ces dispositions tombent sous le coup de l'article 16, paragraphe 5, du décret du 27 septembre 1907, qui prévoit contre le délinquant une amende de 100 à 10.000 francs et un emprisonnement de six jours à trois mois, ou l'une de ces deux peines seulement, sans préjudice des dommages-intérêts dont se rendent passibles les personnes ayant participé à l'aliénation de l'objet classé.

Circulaire du Gouverneur Général du 5 février 1908.

Le gouverneur général de l'Algérie, Charles JONNART

Circulaire du Gouverneur général de l'Algérie

30 avril 1908

Monsieur le Préfet,

Par ma circulaire du 30 novembre dernier, j'ai déjà appelé votre attention sur les dispositions de l'article 2 du décret du 27 septembre 1907, qui a supprimé, à partir du 1^{er} janvier 1908, du budget de l'Etat, des départements et des communes toutes les dépenses relatives au culte.

M. le ministre des cultes vient de me signaler, dans les termes ci-après, les règles générales de la jurisprudence administrative établie par interprétation de la législation nouvelle des cultes, en ce qui concerne les réparations à effectuer aux immeubles cultuels, ainsi que les principes dont il convient de s'inspirer, en régime de séparation, pour régler les différents cas d'espèce qui sont susceptibles de se présenter en cette matière : « Aux termes de l'article 2 de la loi du 9 décembre 1905, à partir du 1^{er} janvier qui suit sa promulgation, toutes dépenses relatives à l'exercice des cultes doivent être supprimés des budgets de l'Etat, des départements et des communes. Il s'ensuit que ni l'Etat, ni les départements, ni les communes ne peuvent inscrire dans leur budget ne peuvent inscrire dans leurs budgets aucun crédit destiné spécialement aux réparations d'entretien des édifices cultuels leur appartenant. En l'absence d'associations légales constituées conformément à la loi du 9 décembre 1905, tous les travaux d'entretien des ces édifices n'en demeurent pas moins, en principe, à la charge de la collectivité des fidèles et des ministres du culte qui les occupent gratuitement sans titre juridique. Ces intéressés peuvent agir par voie d'offres de concours et de souscriptions. Il n'est cependant pas interdit à l'Etat, aux départements et aux communes propriétaires des édifices cultuels de participer à leurs réparations pour sauvegarder cet élément de leur patrimoine. Mais cette participation ne doit s'exercer que conformément aux principes suivants : Elle ne doit s'appliquer qu'aux seuls travaux nécessaires pour la conservation de l'immeuble et ne

saurait légitimement s'exercer que dans la mesure où ces travaux sont nécessités par cette conservation. Sont, au contraire, interdits les travaux qui constitueraient en fait une subvention indirecte au culte. »

Cette jurisprudence administrative vient d'être confirmée par la loi du 13 avril 1908, qui a modifié celle du 9 décembre 1905 et dont l'article 5 est ainsi conçu : « l'Etat, les départements et les communes pourront engager les dépenses nécessaires pour l'entretien et la conservation des édifices du culte dont la propriété leur est reconnue par la présente loi. »

En vous faisant part des instructions qui précèdent, je tiens à vous dire que je me tiens à votre disposition pour vous donner toutes les fois qu'une difficulté se produira, toutes indications utiles pour la résoudre. J'attire enfin votre attention sur l'utilisation des crédits qui vous ont été délégués sur les chapitres 37 et 38 du budget spécial de l'exercice courant pour travaux d'entretien et de grosses réparations aux édifices du culte : il est essentiel que les dépenses auxquelles s'appliquent ces crédits ne soient autorisées que dans la limite même des règles, ci-dessus tracées.

Le gouverneur général de l'Algérie, Charles JONNART

Le 30 avril 1908

Circulaire du Gouverneur général de l'Algérie

23 juin 1908

Monsieur le Préfet,

J'ai été consulté par l'un de vos collègues en Algérie sur la question de savoir si une commune pouvait être autorisée à affecter une partie d'une indemnité d'assurance à la réfection de divers objets de culte détruit par un incendie. M. Le ministre des cultes, à qui j'ai soumis la question, m'a adressé à ce sujet la réponse suivante : « Les communes propriétaires des édifices religieux peuvent bien engager les dépenses nécessitées par la conservation de leur patrimoine ; mais dans aucun cas elles n'ont la faculté d'affecter des ressources quelconques aux réparations ou au remplacement d'objets mobiliers, ou devenus immeubles par destination, qui, par leur nature, même, ne peuvent servir qu'à l'exercice du culte. Agir différemment serait contrevenir d'une façon flagrante au principe fondamental posé par l'article 2 de la loi du 9 décembre 1905, reproduit dans le décret du 27 septembre 1907, portant règlement d'administration publique et déterminant les conditions d'application en Algérie des lois sur la séparation des églises et de l'Etat et l'exercice public des cultes. Les sommes reçues par les communes entrent dans leurs recettes ordinaires libres de toute affectation obligatoire ; il n'a pas paru dans des circonstances identiques, qu'il fût possible de laisser les communes employer ces fonds à l'entretien ou à la reconstruction de parties d'édifices ou de mobilier qui ont une destination nécessairement et exclusivement cultuelle et qui ne présentent aucun intérêt au point de vue de la conservation d'un élément du patrimoine communal. Il appartient aux fidèles et aux ministres du culte, qui jouissent gratuitement de l'édifice et des meubles les garnissant, de mettre à disposition de la commune, par voies d'offres et de concours, les ressources nécessaires aux réparations dont il s'agit ».

Je vous serai obligé de bien vouloir tenir compte de ces principes pour la solution des affaires analogues qui pourraient vous être soumises.

Le gouverneur général de l'Algérie, Charles JONNART

Le 23 juin 1908